



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – décembre 2020

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 5 mars 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de dix groupes de discussion en ligne organisés entre le 1^{er} et le 17 décembre 2020 dans de nombreuses localités du pays, au Canada

atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, au Nunavut, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie avait toujours cours au Canada, a surtout porté sur la COVID-19. Il a permis d'examiner de manière approfondie un éventail de questions connexes, notamment les nouvelles qu'entendaient les Canadiens au sujet du gouvernement fédéral, l'évolution de leurs comportements, leurs perceptions relatives à l'approvisionnement du pays en vaccins contre la COVID-19 et leurs attentes quant au calendrier de vaccination. L'étude a également recueilli les réactions de certains sous-groupes de population à différents concepts créatifs : les participants autochtones ont évalué quatre messages d'intérêt public sur la COVID-19; deux autres groupes – celui des résidents de la Grande région de Montréal (GRM) présentant des comportements plus à risque et celui des jeunes adultes de la grande région de Vancouver (GRV) – ont évalué cinq publicités destinées aux médias sociaux et visant à renseigner les Canadiens et les gens qui envisagent un voyage au Canada sur les restrictions de voyage en vigueur au pays; enfin, deux groupes de répondants affichant des comportements plus risqués face aux consignes de la COVID-19 ont évalué une série de publicités vidéo communiquant aux Canadiens des renseignements sur la COVID-19.

En plus des questions liées à la pandémie, les discussions ont abordé d'autres sujets tels que les foyers de soins de longue durée, les relations canado-américaines, l'environnement, les questions autochtones et les enjeux locaux à Iqaluit.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont surtout été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait, par exemple, de jeunes adultes (18 à 24 ans), de parents d'élève (prématernelle à 12^e année), de personnes présentant des comportements plus à risque face à la COVID-19, de personnes ayant des parents âgés ou vulnérables, d'Autochtones, etc.

Approche détaillée

- Dix groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale de la région de l'Outaouais (Québec) et d'Iqaluit.

- Les huit autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - De jeunes adultes (18 à 24 ans) habitant dans de grandes villes de l'Alberta et dans la grande région de Vancouver (GRV);
 - Des parents ayant des enfants d'âge scolaire et habitant dans de grandes villes du Canada atlantique;
 - Des personnes présentant des comportements plus à risque et habitant dans la Grande région de Montréal (GRM) et la région de Peel (Ontario);
 - Des personnes ayant des parents âgés ou vulnérables et habitant dans de grandes villes de l'Ontario et à Winnipeg;
 - Des Autochtones du Nord de l'Ontario.
- Les discussions de groupe du Québec se sont déroulées en français; toutes les autres, en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 71 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a perçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 90 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région de Peel, Ontario	1	Anglais	1 ^{er} déc.	18 h-20 h	Personnes ayant des comportements plus à risque	8
Grande région de Montréal	2	Français	2 déc.	18 h-20 h	Personnes ayant des comportements plus à risque	8
Grande région de Vancouver	3	Anglais	3 déc.	20 h-22 h	Jeunes adultes (18 à 24 ans)	7
Grandes villes de l'Ontario	4	Anglais	7 déc.	18 h-20 h	Personnes ayant des parents âgés ou vulnérables	8
Grandes villes de l'Alberta (Calgary et Edmonton)	5	Anglais	8 déc.	20 h-22 h	Jeunes adultes (18 à 24 ans)	7
Région de l'Outaouais (Gatineau et MRC des Collines-de-l'Outaouais)	6	Français	9 déc.	18 h-20 h	Population générale	7
Grandes villes du Canada atlantique	7	Anglais	10 déc.	17 h-19 h	Parents d'élèves (prématernelle à 12 ^e année)	8

Winnipeg	8	Anglais	15 déc.	19 h-21 h	Personnes ayant des parents âgés ou vulnérables	5
Nord de l'Ontario	9	Anglais	16 déc.	18 h-20 h	Autochtones	6
Iqaluit	10	Anglais	17 déc.	18 h-20 h	Population générale	7
Nombre total de participants						71

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Pour lancer la discussion, nous avons demandé aux participants de chaque groupe ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Dans l'ensemble, et malgré certains écarts d'un groupe à l'autre, beaucoup n'avaient rien entendu de particulier. Les autres ont surtout cité des nouvelles se rapportant à la COVID-19, sur les vaccins et les mesures d'aide économique.

Le sujet des vaccins contre la COVID-19 a été soulevé dans tous les groupes. Les participants ont exprimé l'espoir qu'un programme de vaccination était imminent et qu'il y aurait suffisamment de doses pour tous les Canadiens. Sur le plan économique, quelques personnes de chaque groupe ont mentionné avoir entendu parler d'initiatives du gouvernement du Canada en lien avec la COVID-19. Aucun consensus clair ne s'est dégagé, mais des questions aussi diverses que la possibilité d'une aide économique accrue, la prolongation de la Prestation canadienne d'urgence (PCU), les prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), les pressions exercées par l'Agence du Revenu du Canada pour inciter les petites entreprises à effectuer des remboursements, et les programmes de soutien financier en général, ont été mentionnées.

Dans plusieurs groupes tenus vers le début du mois, les participants devaient dire s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la mise à jour économique du gouvernement du Canada, sans que nous leur donnions d'autres précisions. En règle générale, les réponses ont été négatives.

Les groupes composés de jeunes adultes et de parents d'élèves ont, pour leur part, pu prendre connaissance de renseignements supplémentaires sur certains aspects de l'Énoncé économique de l'automne diffusé par le gouvernement du Canada le 30 novembre 2020. Nous avons ensuite recueilli leurs réactions sur ces aspects qui les concernaient plus particulièrement.

Soutien aux étudiants (jeunes adultes de la grande région de Vancouver, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta)

Nous avons présenté au groupe de jeunes adultes de la grande région de Vancouver la description d'une mesure consistant à éliminer les intérêts sur le remboursement de la partie différée des Prêts d'études canadiens et des Prêts canadiens aux apprentis pour l'année à venir (2021-2022), en leur demandant ce qu'ils en pensaient. Le fait que cette initiative de report de la dette visait uniquement la partie fédérale de la dette d'études en a déçu plusieurs, surtout ceux dont la partie fédérale du prêt était inférieure à la partie provinciale. Il y avait également des interrogations sur le caractère provisoire ou définitif de la suppression des intérêts. Étant donné que les participants de ce groupe résidaient en Colombie-Britannique, l'initiative leur semblait par ailleurs moins pertinente, puisque le gouvernement provincial avait déjà prévu d'alléger la dette étudiante de façon permanente.

Nous avons présenté aux jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta une description différente (incluse dans les Résultats détaillés de ce rapport) traitant de l'Énoncé économique de l'automne du gouvernement du Canada. La description mettait l'accent sur une série d'initiatives visant à soutenir les jeunes, soit : l'augmentation du financement alloué au programme Emplois d'été Canada, la Stratégie emploi et compétences jeunesse, et la suppression des intérêts sur le remboursement de la partie fédérale des Prêts d'études canadiens et des Prêts canadiens aux apprentis pour 2021-2022. Dans la plupart des cas, les participants ont bien accueilli ces mesures. La prise en compte des deux aspects que sont le soutien à l'emploi et les mesures d'allègement de la dette d'études a semblé répondre à des préoccupations centrales pour le segment démographique représenté par les participants de ces deux groupes. À noter, toutefois, que certains ont exprimé des réserves liées au financement de ces initiatives (faisant concurrence à d'autres priorités économiques) et au moment choisi pour les présenter, alors que la pandémie a toujours cours.

Soutien aux familles (parents de grandes villes du Canada atlantique)

Le groupe de parents habitant de grandes villes du Canada atlantique a pris connaissance de renseignements tirés de l'Énoncé économique de l'automne sur diverses initiatives envisagées par le gouvernement du Canada pour soutenir les jeunes familles : la Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants, des investissements durables dans les services de garde, et des modifications à la *Loi de l'impôt sur le revenu* concernant la prestation canadienne pour enfants. Les énoncés présentés aux participants figurent dans la section des résultats détaillés.

Invités à se prononcer sur ces initiatives, les participants s'y sont montrés unanimement favorables, mais leurs questions ont été plus nombreuses que leurs commentaires, en raison d'une certaine confusion quant à ce qui se passerait en pratique. Lorsque nous leur avons demandé si ces initiatives viendraient en aide aux jeunes familles, ils ont répondu par l'affirmative. Les questions et réserves exprimées tournaient autour de certains points précis : les préoccupations d'ordre fiscal, le manque d'uniformité perçu entre les plages d'âge admissibles des différents programmes, la nécessité de couvrir les enfants à charge de tous âges, les interrogations concernant l'allocation du soutien financier et la suggestion d'offrir les prestations sur une échelle mobile au lieu d'opter pour un seuil de revenu.

Changements de comportement (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Iqaluit)

Dans neuf des dix groupes tenus en décembre, les participants ont discuté des effets de la COVID-19 sur leur vie. Il a été question de leurs expériences, de leurs comportements au fil de la pandémie, et de leurs points de vue sur les rassemblements sociaux et familiaux à l'approche des Fêtes, les voyages et la réouverture des frontières entre le Canada et les États-Unis ainsi qu'avec l'étranger.

De nombreux participants ont mentionné, souvent spontanément, les effets de la pandémie et de ses restrictions sur leur santé mentale et celle de leurs proches. Leur état de santé mentale et émotionnelle se détériorait, ont-ils expliqué, en raison de leur isolement prolongé, de leurs craintes face au virus et de l'incertitude entourant l'après-pandémie.

Les parents, en particulier, s'adaptaient difficilement à l'école à distance et craignaient que l'expérience de la pandémie ait des effets psychologiques durables sur leurs enfants. Certains s'inquiétaient de la qualité de l'enseignement dispensé aux enfants, de leur manque d'interactions sociales et des répercussions de la pandémie sur les plus vieux, qui entrent dans l'âge adulte sans avoir pu vivre pleinement les grandes transitions qui marquent cette période de la vie. Les jeunes ont eux-mêmes fait part de leur frustration et de leur anxiété, surtout liées aux occasions perdues (p. ex., des stages en milieu de travail), mais aussi aux études postsecondaires qui n'avaient pas été aussi gratifiantes ou profitables qu'ils l'espéraient, vu leur coût.

Les difficultés financières étaient un autre motif de préoccupation de premier plan. De nombreux participants ont fait allusion aux ravages de la pandémie à cet égard (p. ex., les mises à pied, les pertes d'emplois).

S'il est vrai que quelques personnes ont mentionné les avantages inattendus découlant des restrictions de la COVID-19 – plus de temps à consacrer à leur famille, à leurs intérêts et loisirs –, il reste que dans l'ensemble, les mauvais côtés ont semblé l'emporter sur les bons côtés.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient modifié leurs comportements en fonction de l'évolution de la COVID-19 dans leur communauté, la plupart ont dit que leur routine n'avait guère changé entre mars et décembre, si ce n'est que beaucoup voyaient encore moins de gens maintenant que durant l'été. Le changement de saison était le principal facteur qui limitait les rassemblements sociaux extérieurs.

Réactions à la fin de la bulle atlantique (parents de grandes villes du Canada atlantique)

Les participants de grandes villes du Canada atlantique étaient généralement satisfaits de leur bulle régionale et de l'efficacité avec laquelle elle avait permis de réduire la transmission du virus. Cependant, ils s'inquiétaient à l'idée que les taux d'infection élevés au Québec et aux États-Unis

gagnent leur région et que les déplacements intrarégionaux, en particulier les aller-retour entre petites collectivités et grandes villes, entraînent une augmentation des cas.

Réactions à la consigne de « rester chez soi » (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque)

Deux groupes réunissaient des participants qui avaient pris part à des rassemblements à l'extérieur de leur domicile au cours des dernières semaines. Interrogés sur leurs motivations, la plupart ont répondu avoir agi ainsi pour préserver leur santé mentale. Les contacts et les interactions sociales leur paraissaient être au cœur de ce que signifie être humain et même constituer un droit fondamental. Par ailleurs, beaucoup estimaient avoir des comportements sûrs et responsables, et la plupart ne craignaient pas que leurs comportements portent à conséquence pour eux-mêmes ou pour d'autres. Ces mêmes participants ont affirmé, pour les mêmes raisons, qu'ils se réuniraient sans doute avec d'autres pendant les vacances, mais s'en tiendraient aux membres de leur famille immédiate (vivant sous le même toit) ou, dans certains cas, à des membres de leur famille élargie dont ils se sentaient proches et à qui ils faisaient confiance.

Si la plupart approuvaient le port obligatoire du masque et les confinements dans les grandes villes, beaucoup remettaient en question l'ordre de fermeture visant les petites entreprises, tout en laissant les grandes chaînes rester ouvertes. D'autres étaient d'avis qu'on ne devrait pas obliger les résidents des petites collectivités à suivre les restrictions en vigueur dans les centres plus densément peuplés, surtout compte tenu des écarts importants entre les taux d'infection de part et d'autre.

Projets pour le temps des Fêtes (jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Iqaluit)

La plupart des participants excluaient de voyager pendant cette période, même si certains n'avaient pas encore finalisé leurs plans. Malgré une certaine déception, le consensus était que la saison des Fêtes de 2020 serait plus modeste que de coutume.

Voyages et frontières (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec])

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de l'idée d'ouvrir les frontières pour autoriser les voyages entre le Canada et les États-Unis ou en provenance d'autres pays. La grande majorité d'entre eux y étaient opposés dans les circonstances. Ils trouvaient inquiétants les taux élevés de transmission aux États-Unis et n'étaient pas convaincus que les Américains passant la frontière respecteraient l'obligation de quarantaine. De même, la plupart jugeaient trop risqué pour l'instant d'admettre les voyageurs étrangers en sol canadien, bien qu'une proportion modeste appuyait

l'ouverture des frontières aux pays où la transmission était faible (p. ex., l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Les réticences subsistaient même dans l'hypothèse où les voyageurs en partance de l'étranger auraient une preuve de vaccination. Les participants s'interrogeaient sur le risque que des personnes vaccinées transmettent le virus, sur l'efficacité des vaccins non approuvés au Canada et sur la mise en œuvre de la quarantaine obligatoire.

Impacts de la COVID-19 au cours de l'hiver

Pour les dernières questions de cette série, nous avons demandé aux participants s'ils étaient préoccupés par les répercussions de la COVID-19 sur leur famille, leur collectivité et les entreprises locales en ce début d'hiver. Une multitude de préoccupations ont été citées. Beaucoup de participants se faisaient du souci pour les membres plus âgés ou vulnérables de leur famille et s'inquiétaient de voir quantité d'activités communautaires et sportives être annulées. D'autres ont évoqué l'impact de la COVID-19 sur les services de soutien offerts aux sans-abri de leur ville. Les conséquences de la pandémie sur les petites entreprises ont également été mentionnées par de nombreux participants qui craignaient que d'autres restrictions ou reconfinements mettent en péril la solvabilité des entreprises indépendantes.

De l'avis général, les effets de la pandémie sur la santé mentale étaient un problème grave, susceptible de causer le plus de tort à long terme. Tout en reconnaissant l'utilité des médias sociaux et des technologies de communication pour rester en contact et atténuer le sentiment d'isolement, les participants ont souligné que la pandémie entraînait de nombreux problèmes de santé mentale, comme l'anxiété et la dépression. Ils s'inquiétaient particulièrement pour les populations vulnérables (p. ex., les aînés, les personnes vivant seules) chez qui l'impossibilité de participer à des rassemblements familiaux et sociaux risquait d'avoir des conséquences encore plus délétères sur leur santé mentale.

Vaccin contre la COVID-19 (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Autochtones du Nord de l'Ontario, Iqaluit)

De toute évidence, les participants suivaient avec intérêt les nouvelles se rapportant aux vaccins contre la COVID-19, notamment les ententes conclues par le gouvernement fédéral avec différents fabricants et le déploiement prochain des vaccins de Pfizer et Moderna auprès des groupes cibles prioritaires tels que les résidents des foyers de soins de longue durée, le personnel de santé de première ligne et les personnes immunodéprimées. Les participants autochtones et les résidents d'Iqaluit avaient entendu dire que la priorité serait accordée aux Autochtones, y compris aux Aînés. Les enjeux liés à la distribution ont également été cités par de nombreux participants, dont certains ont commenté la complexité des aspects logistiques dans le cas des vaccins exigeant de très basses températures de réfrigération.

Les participants devaient ensuite indiquer s'ils trouvaient que le gouvernement du Canada faisait du bon travail sur le plan de l'approvisionnement en vaccins et de la planification de leur distribution. Il y a eu de nombreuses évaluations favorables, mais presque autant de réponses incertaines et d'abstentions, et quelques critiques. Du côté positif, les participants ont reconnu que le gouvernement fédéral avait diligemment le processus d'approbation des vaccins et leur achat subséquent. Certains considéraient que le déploiement un peu plus lent des vaccins témoignait de la diligence raisonnable dont faisait preuve le gouvernement du Canada. Selon quelques-uns, cela donnait aux Canadiens la possibilité de constater les effets de ces produits avant le lancement de la vaccination. Par ailleurs, certains ont félicité le gouvernement pour son approche holistique, consistant à collaborer avec les provinces et les territoires, à faire preuve de transparence et à partager ouvertement l'information. Du côté négatif, les commentaires ont mis l'accent sur l'absence d'une capacité nationale de fabrication des vaccins et l'obligation de recourir à des centres de production situés à l'étranger. Il a aussi été mentionné que les délais dans la réception des vaccins minaient davantage encore l'économie du pays ainsi que les moyens de subsistance et la santé des Canadiens.

Pour ce qui est des critères à l'aide desquels ils évalueraient l'efficacité de l'effort de vaccination du Canada, les participants en ont retenu deux : la rapidité à laquelle les groupes non prioritaires ont accès aux vaccins; et le moment où un nombre suffisant de personnes sont vaccinées, de sorte que les cas de COVID-19 diminuent. Ces deux mesures, selon eux, dénoteraient également une baisse du nombre de cas, des taux de mortalité et des taux de transmission, et serviraient d'indicateurs de la reprise et de la possibilité de retrouver une certaine normalité. En complément à ces mesures, les participants ont mentionné que de plus amples informations sur le nombre de centres de distribution de vaccins et leur emplacement, sur les temps d'attente pour recevoir le vaccin et sur les progrès de la vaccination dans les foyers de soins de longue durée entreraient également en ligne de compte dans leur évaluation générale.

À la question de savoir si le Canada était mieux placé que d'autres pays pour se procurer un vaccin et le distribuer, les participants ont généralement répondu par l'affirmative. De l'avis général, l'excellent système médical et de santé publique du Canada, la surveillance rigoureuse exercée par des organismes fédéraux comme Santé Canada, la répartition géographique de la population et les relations renouvelées avec les États-Unis jouaient tous en faveur du Canada. Cela dit, de nombreux participants se sentaient incapables de trancher et quelques-uns étaient un peu nerveux de voir le Canada à la traîne d'autres pays, comme le Royaume-Uni, dans la distribution de vaccins.

Calendrier de vaccination

Les participants ont avancé différentes estimations des délais nécessaires pour atteindre les étapes suivantes :

- L'administration des premiers vaccins – La plupart s'attendaient à ce que le déploiement vaccinal commence en début d'année, en janvier ou février, ou au plus tard dans le courant du premier trimestre de 2021.
- Le moment où les participants auraient eux-mêmes la possibilité de se faire vacciner – Les participants autochtones et ceux qui prenaient soin de parents âgés ou qui travaillaient dans le

secteur de la santé pensaient être admissibles à la vaccination sous peu (p. ex., d'ici la fin de l'année ou dans les six premiers mois de 2021); pour les autres, la période allant de mars à septembre 2021 semblait réaliste.

- La date cible à laquelle tous les Canadiens qui souhaitent être vaccinés l'auront été – De l'avis général, cela devrait prendre six mois à un an tout au plus. Quelques personnes pensaient que la vaccination se prolongerait peut-être jusqu'au printemps ou à l'été de 2022.

Réticence à la vaccination

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient l'intention de se faire vacciner, beaucoup ont répondu que oui, en particulier ceux qui comptaient des personnes immunodéprimées dans leur famille. Cependant, un grand nombre ont manifesté une forte réticence, et quelques-uns ont clairement indiqué qu'ils ne se feraient pas vacciner. Les participants plus réfractaires ont dit qu'ils préféreraient attendre, afin d'avoir une meilleure idée des effets à long terme des vaccins. En règle générale, ceux qui pensaient s'abstenir de la vaccination se jugeaient en assez bonne santé pour s'en passer ou avaient eu des réactions indésirables à un vaccin antérieur. D'autres estimaient que cette décision était très personnelle et qu'il fallait laisser chacun choisir librement. Plusieurs participants ont fait valoir qu'il restait beaucoup de questions sans réponse au sujet du virus et des effets secondaires possibles des vaccins.

Messages d'intérêt public sur la COVID-19 (Autochtones du Nord de l'Ontario)

Le scénario de quatre messages d'intérêt public a été lu à voix haute aux participants (la version intégrale des scénarios est fournie dans les résultats détaillés et en annexe). Nous avons ensuite demandé aux participants de nous faire part de leurs réflexions et impressions à propos de chacun.

Le message clé du premier message d'intérêt public s'articulait autour du respect des consignes de santé publique et du dépistage de la COVID-19. La plupart des participants se sont montrés quelque peu critiques, jugeant le message peu pertinent et redondant, car il véhiculait des directives qu'ils connaissaient ou suivaient déjà. Les participants trouvaient le message d'intérêt public clair et ont bien accueilli l'utilisation de travailleurs de la santé autochtones comme porte-parole, mais ils estimaient qu'il gagnerait en efficacité s'il soulignait davantage l'unité et la protection de la collectivité, de la famille et des aînés.

Les participants ont évalué trois autres messages d'intérêt public axés sur les vaccins contre la COVID-19. Ils s'intitulaient : « Vaccination prioritaire », « Points saillants » et « Médecine traditionnelle ». Les participants ont d'abord évalué tour à tour les messages, avant d'être invités à les comparer et à exposer leurs différences.

Sur les trois messages d'intérêt public, c'est le message « Vaccination prioritaire » qui a été désigné par une majorité de participants comme étant le plus efficace pour aider les Autochtones à décider ou non de se faire vacciner. Comme l'ont révélé les commentaires, les participants trouvaient que le style et les renseignements de ce message étaient bien équilibrés. De plus, il était selon eux rassurant et inclusif et

précisait que les Autochtones faisaient partie de la solution et prenaient activement part au processus décisionnel, qui vise en particulier à déterminer les groupes à vacciner en priorité.

Les participants ont formulé des opinions partagées sur le message « Points saillants ». Même s'ils le trouvaient simple et facile à comprendre, l'énoncé disant que Santé Canada n'approuvait que les vaccins dont l'innocuité et l'efficacité sont démontrées était considéré comme rassurant par certains, mais préoccupant par d'autres. Parmi ce dernier groupe, plusieurs participants pensaient que cet énoncé renforçait la réticence à l'égard de la vaccination ainsi que les renseignements contradictoires sur les vaccins qu'ils voyaient circuler sur les médias sociaux.

Les participants ont réagi de façon moins enthousiaste au message d'intérêt public intitulé « Médecine traditionnelle ». La principale critique que les participants ont formulée avait trait au ton, qu'ils jugeaient directif (c.-à-d. qu'on leur disait quoi faire) et qu'ils auraient préféré engageant et informatif. Même si l'accent sur les Aînés et sur les connaissances et les approches traditionnelles en matière de médecine leur plaisait, ils trouvaient que ce message ciblait les peuples autochtones, mais excluait le reste de la population. En revanche, les participants considéraient les deux autres messages d'intérêt public comme plus inclusifs, car ils s'adressaient respectivement à toute la population canadienne (« Points saillants ») ou aux Canadiens et aux peuples autochtones (« Vaccination prioritaire »).

Concepts créatifs sur les voyages – essai pilote (résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver)

Le gouvernement du Canada a élaboré trois concepts créatifs conçus pour les médias sociaux qui visaient à informer la population canadienne à propos des lignes directrices et des restrictions applicables actuellement aux voyages en raison de la COVID-19. Les concepts créatifs ont été désignés comme suit et ils se trouvent dans les résultats détaillés et en annexe.

- Hiver : versions 1 et 2
- Quarantaine :
- Général : versions 1 et 2

Chacun des concepts mettait l'accent sur un aspect distinct du voyage et avait des images différentes, mais se présentait sous la forme d'une question (posée au lecteur ou à l'auditoire sur un aspect précis du voyage) et invitait la population canadienne à se renseigner avant de décider de voyager en consultant le site Web du gouvernement du Canada (voyage.gc.ca/voyage-covid).

Nous avons montré aux participants la version préliminaire des concepts et leur avons demandé de dire ce qu'ils pensaient en général de chacun (et des différentes versions, le cas échéant) et de se prononcer sur le ton et le message clé à retenir. Nous les avons aussi invités à proposer des améliorations possibles aux concepts.

Les commentaires des participants laissaient poindre leur anxiété quant à l'effet des voyages interprovinciaux et internationaux sur la propagation de la COVID-19. Dans l'ensemble, les préoccupations des participants à l'égard de ces concepts s'articulaient surtout autour du moment choisi et de la motivation derrière les publicités. À leur avis, elles allaient à l'encontre des initiatives du

gouvernement fédéral visant à limiter les voyages qui faisaient partie des principales mesures de santé publique adoptées pour lutter contre la propagation transfrontalière de la COVID-19. Ils jugeaient inapproprié de diffuser ces publicités dans leur forme actuelle et en ce moment, estimant qu'il était préférable d'attendre que les restrictions de voyage soient assouplies ou complètement levées. Par ailleurs, les participants avaient l'impression que les concepts laissaient sous-entendre que le gouvernement du Canada approuvait les voyages essentiels et non essentiels, malgré les restrictions et les fermetures des frontières en vigueur. Cette opinion découlait principalement de la forme interrogative employée et plus précisément de la formulation de certaines questions. Aux yeux des participants, la question « Vous envisagez de voyager? », qui figurait dans les trois concepts ainsi que les questions « Est-ce qu'on devrait partir durant les vacances cet hiver? » et « Est-ce qu'on devrait aller voir notre famille pour les Fêtes? » (intégrées respectivement aux versions 1 et 2 du concept « Hiver ») étaient posées à la population canadienne d'une manière qui s'apparentait à une invitation à voyager au Canada ou à l'étranger. Les participants estimaient toutefois que la dernière question était plus pertinente et ils s'y identifiaient davantage, car ils étaient nombreux à se la poser à l'approche du temps des Fêtes.

De même, les participants reconnaissaient que la forme interrogative était utilisée dans le concept « Quarantaine » pour susciter l'attention du public sur le sujet et s'adresser plus directement aux voyageurs éventuels, mais la plupart d'entre eux craignaient que cette technique n'engendre une ambiguïté et nuise à la clarté du message principal. Sur une note plus positive, les participants trouvaient judicieux l'accent mis sur la quarantaine imposée aux voyageurs qui arrivent au Canada. Il s'agissait selon eux d'une restriction sérieuse et importante que plus de gens devraient connaître. De plus, ils trouvaient que la mention des mesures de quarantaine attirerait l'attention du public cible et l'amènerait à examiner plus attentivement les règles et les exigences applicables aux voyageurs qui arrivent au Canada ou qui sont de retour au pays.

Les participants ont eu des réactions surtout positives aux deux versions du concept « Général ». Ils s'opposaient moins à l'utilisation de la forme interrogative dans le but de sensibiliser les voyageurs éventuels à l'existence de nouvelles lignes directrices ou consignes relatives aux voyages, considérant qu'elle visait plus à informer qu'à inviter à voyager. Selon les participants, les questions indiquaient très clairement que de nouveaux renseignements sur les lignes directrices ou consignes relatives aux voyages étaient disponibles et trouvaient cette information utile et digne d'intérêt pour quiconque envisagerait de voyager au Canada ou à l'étranger.

Les commentaires que les participants ont formulés sur les trois concepts indiquent une préférence générale pour un ton plus ferme et une approche plus directe, véhiculant plus clairement dans chaque concept que les voyages non essentiels sont déconseillés en ce moment. Les participants convenaient qu'il serait préférable d'employer une formulation moins passive pour le message clé, en particulier celui des concepts « Hiver » et « Quarantaine ». Ils pensaient que les publicités gagneraient à être plus claires, moins ambiguës et plus explicites et qu'elles devaient aussi souligner l'importance pour les voyageurs de se tenir au courant et les diriger vers des renseignements essentiels pour assurer leur sécurité et celle des autres.

Évaluation des campagnes publicitaires (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque)

Tout au long de la pandémie, le gouvernement fédéral a mené différentes campagnes publicitaires pour informer la population canadienne sur la COVID-19 ainsi que sur les programmes de soutien financier offerts et les mesures de santé publique en place pour protéger les Canadiens. Nous avons montré trois publicités tirées de telles campagnes, qui visaient à sensibiliser la population aux protocoles de sécurité et à les inciter à continuer de les respecter : « Tout ça pour ça », « Paillettes » et une publicité mettant en vedette la D^{re} Theresa Tam, administratrice en chef de la santé publique du Canada (dans la version anglaise) et le D^r Njoo, administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada (dans la version française). Les liens des publicités vidéo sont fournis dans les résultats détaillés et en annexe.

Nous avons présenté les publicités une à une aux participants et leur avons demandé de dire ce qu'ils pensaient notamment des messages clés, du ton employé et de l'impact probable de chacune. Dans les deux groupes, les participants ont accueilli plus favorablement deux des trois publicités, à savoir « Tout ça pour ça » et « Paillettes ».

Les participants ont été émus par la publicité « Tout ça pour ça » et c'est pour cette raison qu'ils y ont réagi positivement. La représentation des moments plus heureux avant la pandémie servait à renforcer l'engagement personnel à l'égard des mesures de santé publique visant à prévenir la propagation de la COVID-19. Les participants étaient attirés par le ton réaliste et plein d'espoir de la publicité, l'accent mis sur la collectivité et l'objectif plus vaste en jeu (c.-à-d. retrouver une certaine normalité).

La publicité « Paillettes » intriguait de nombreux participants, qui trouvaient unique l'utilisation d'une poudre pailletée mauve pour représenter visuellement le virus et montrer combien il se transmet facilement d'une personne à l'autre, par exemple lors d'un party privé, comme dans la publicité. La publicité illustrait que le virus est bien réel et présent et insistait sur la nécessité pour les Canadiens d'être plus conscients de la manière dont leurs interactions quotidiennes peuvent contribuer à propager le virus et des mesures qu'ils peuvent prendre pour réduire la transmission.

Quant à la troisième publicité qui faisait appel à la D^{re} Tam et au D^r Njoo comme porte-parole, elle était informative selon les participants et se voulait un rappel utile sur l'importance d'adopter des mesures préventives pour limiter le plus possible la propagation de la COVID-19. Par rapport aux autres publicités, elle était toutefois considérée comme répétitive, certains jugeant que l'information véhiculée dans la publicité circulait depuis un bon moment dans le domaine public. De plus, quelques participants n'étaient pas interpellés par cette publicité sur le plan émotif et elle était donc moins efficace selon eux pour induire des changements de comportement.

Partie II : Autres enjeux

Foyers de soins de longue durée (résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables)

Un groupe composé de personnes ayant des parents âgés ou vulnérables a pris part à une discussion portant sur les foyers de soins de longue durée.

Même si les participants étaient relativement peu nombreux à connaître les initiatives du gouvernement fédéral en matière de soins de longue durée, ils se montraient résolument en faveur de l'ensemble de mesures destinées à protéger les bénéficiaires de soins de longue durée annoncées par le gouvernement du Canada. Beaucoup appuyaient les mesures ayant pour but d'aider les aînés à rester à la maison, notamment les investissements accrus dans les soins à domicile ou communautaires ou l'augmentation de la pension de la Sécurité de vieillesse et des prestations de survivant du Régime de pension du Canada. Ils jugeaient préférable pour les personnes âgées de vieillir chez elle, mais ont souligné que la plupart d'entre elles ne disposaient pas du soutien financier ni de l'aide nécessaires pour mener leurs activités quotidiennes. Certains participants étaient également favorables aux mesures relatives aux préposés aux services de soutien à la personne, qu'ils interprétaient comme des fonds supplémentaires visant à en augmenter le nombre et par le fait même, le personnel qui sera disponible pour s'occuper des personnes âgées à domicile. Ils ont manifesté un intérêt et un certain appui envers de nouvelles modifications au Code criminel visant à sanctionner les personnes qui négligent les aînés dont ils prennent soin. Plusieurs participants étaient d'avis qu'un durcissement des dispositions s'imposait dans ce domaine, le Code criminel n'étant pas aussi clair sur cette question, par rapport à d'autres crimes. Quelques-uns ont accueilli favorablement l'idée de créer de nouvelles normes nationales au sein du secteur, y voyant un moyen de mieux surveiller les établissements, en particulier ceux qui sont à but lucratif.

Sachant que les foyers de soins de longue durée sont de compétence provinciale, la plupart des participants convenaient qu'il serait difficile pour le gouvernement fédéral d'établir des normes pour ce secteur et d'en surveiller l'application, mais certains s'attendaient à ce qu'il fixe des normes minimales que l'ensemble des provinces seraient tenues de satisfaire ou de surpasser. De l'avis général, les priorités et les besoins des aînés variaient d'une province à l'autre, tout comme les ressources et les services de soutien communautaires. La majorité estimait donc que les provinces disposaient non seulement de l'autorité constitutionnelle, elles étaient également mieux placées pour fixer les normes de soins de longue durée.

Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour régler les problèmes dans les foyers de soins de longue durée, les participants ont formulé un éventail de suggestions, dont les suivantes : obtenir suffisamment de doses de vaccin contre la COVID-19 pour pouvoir vacciner tous les résidents et procéder régulièrement à des inspections ou vérifications, de manière à renforcer la surveillance et à assurer la prestation de soins de qualité.

Relations canado-américaines (jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique)

La plupart des participants estimaient qu'à la suite des récentes élections aux États-Unis, les relations entre les deux pays allaient probablement s'améliorer. On s'attendait à une période de plus grande stabilité et de collaboration. En même temps, une certaine incertitude subsistait, en raison d'un manque de connaissance des particularités de la relation et d'un questionnement sur la manière dont les décisions prises par la nouvelle administration pourraient avoir une incidence, plus particulièrement sur le secteur pétrolier et gazier de l'Alberta.

Le sentiment général d'optimisme à l'égard des futures relations canado-américaines était évident dans les descriptions fournies au sujet des années à venir. Bien que les participants de l'Alberta aient fait preuve d'une plus grande réserve, en raison de leurs préoccupations concernant l'économie albertaine et le secteur pétrolier et gazier, la plupart d'entre eux s'attendaient à ce que les relations soient « respectueuses », « axées sur la collaboration », « amicales », « convenables », « transparentes » et « mutuellement profitables ». Ce ton optimiste contrastait avec l'opinion des participants sur les relations des quatre dernières années, qu'ils ont décrites comme étant « froides », « tendues », « stressantes », « difficiles », « incertaines », « peu claires », « instables », « houleuses », « conflictuelles », « non concertées » et « en train de s'éroder ».

Alors que beaucoup espéraient que les relations canado-américaines entrent dans une nouvelle ère marquée par une meilleure communication et un meilleur alignement sur les objectifs nationaux, certains participants ont souligné que les Canadiens devaient rester prudents.

Nous avons demandé aux participants quels étaient les domaines ou les questions susceptibles de donner lieu à des conflits entre les deux pays. Plusieurs ont été évoqués, notamment les accords commerciaux, la relation avec la Chine et les droits de la personne. Certains se sont inquiétés des effets persistants du protectionnisme américain, même s'ils s'attendaient à ce qu'ils s'atténuent dans les années à venir.

En revanche, les domaines de concertation potentiels décrits par les participants comprenaient, à court terme, des questions telles que la brutalité policière et le racisme, le réengagement avec les pays alliés et les partenaires sur les affaires internationales et d'autres questions d'intérêt mondial, le commerce et les tarifs douaniers, ainsi que le pipeline Keystone XL et la croissance des cas de COVID-19. À plus long terme, les participants ont vu des possibilités de collaboration accrue sur des questions comme les changements climatiques, le commerce et l'immigration.

En ce qui concerne l'environnement, la plupart des participants étaient d'avis que le Canada devrait collaborer avec les États-Unis pour établir des normes communes en matière de réglementation environnementale, de niveaux d'émissions, de tarification du carbone et d'objectifs de réduction des GES. Les participants estimaient que la taille et la population du Canada l'empêchaient de travailler indépendamment des États-Unis sur ces questions. De plus, les participants pensaient que les économies canadienne et américaine étaient tellement imbriquées qu'il ne serait pas logique de travailler unilatéralement.

Une discussion plus approfondie avec les participants a porté sur la façon dont le Canada devrait réagir dans le cadre de deux scénarios possibles : une réglementation environnementale des États-Unis plus faible que celle du Canada ou, à l'inverse, une réglementation américaine plus stricte. La plupart des participants ont estimé que ce dernier scénario était peu probable. Ils se sont dits peu préoccupés par la possibilité que les entreprises canadiennes se retrouvent en situation de désavantage concurrentiel. Nombre d'entre eux estimaient que les normes environnementales américaines et internationales sont susceptibles de se resserrer au cours des prochaines années. Certains étaient également d'avis que la collaboration ne comportait pas l'obligation d'adopter des cadres ou des règlements environnementaux similaires. L'opinion dominante était que le Canada ne devrait pas prendre du retard par rapport à d'autres pays en matière de normes environnementales et qu'il lui faut faire preuve d'un engagement ferme en ce qui a trait à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

Plans en matière d'environnement (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables)

Relativement peu de participants avaient entendu parler du plan du gouvernement du Canada pour lutter contre les changements climatiques, la plupart continuant à se concentrer principalement sur les nouvelles et les mises à jour concernant la COVID-19, les vaccins et leur distribution. Un petit nombre de participants de tous les groupes a mentionné certains aspects pertinents du plan du gouvernement fédéral, notamment l'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et le soutien aux technologies vertes, mais la plupart n'ont pas été en mesure de se rappeler d'autres détails.

C'est seulement aux résidents de Winnipeg que nous avons demandé s'ils avaient entendu parler de la récente annonce du gouvernement du Canada concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Quelques-uns avaient entendu quelque chose à ce sujet, mais étaient à court de détails. Lorsque nous leur avons fourni plus d'information sur les mesures proposées par le gouvernement du Canada pour réduire les émissions de GES d'ici 2030 et atteindre l'objectif de carboneutralité d'ici 2050, les participants ont généralement réagi positivement aux diverses initiatives. Et, bien que la plupart d'entre eux aient exprimé un certain sentiment d'urgence à l'égard des mesures devant être prises en matière d'environnement, certains participants ont soulevé des inquiétudes quant au moment choisi, compte tenu de la pandémie actuelle. Ceux-ci s'inquiétaient des répercussions financières pour la population canadienne et les entreprises touchées par la pandémie. De plus, on pensait que le gouvernement du Canada devait se concentrer sur les questions liées à la COVID-19 jusqu'à ce que la pandémie soit terminée.

Nous avons présenté aux participants de ce groupe une série de cinq noms possibles que le gouvernement du Canada pourrait utiliser pour encadrer son plan visant à aider les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (voir la liste complète dans les Constatations détaillées).

La majorité des participants ont préféré *Une stratégie visant à aider les divers secteurs de notre économie à réduire la pollution*. Cette option a trouvé un écho auprès des participants qui ont apprécié son ton à la fois clair et inclusif. De manière générale, ceux-ci favorisaient un langage ou une formulation simple et directe. Au cours de la discussion, les participants ont également indiqué qu'ils préféreraient se référer aux « secteurs » plutôt qu'aux « entreprises », estimant que le premier terme était plus global. Si les participants se sont montrés favorables à des expressions telles que « stratégie visant à aider », qui évoquent une approche axée sur la collaboration, ils ont en général préféré « plan » à « stratégie ». Une « stratégie » est considérée comme un élément livrable qui précède un plan, ce dernier étant plus concret. La référence à une stratégie a donné l'impression à un certain nombre de participants que le gouvernement du Canada en était encore à l'étape de l'examen de ses options, plutôt qu'à celle de l'établissement d'objectifs et de cibles s'accompagnant d'une feuille de route qui décrit une série de mesures précises.

Questions autochtones (Autochtones du Nord de l'Ontario)

Les participants autochtones ont mentionné un certain nombre de problèmes lorsque nous leur avons demandé de définir leurs priorités pour le gouvernement du Canada, notamment le manque d'accès à l'eau potable, les logements insalubres et inadéquats, la toxicomanie, le système actuel de protection de l'enfance et le rapatriement des terres autochtones.

Si beaucoup ont salué les promesses du gouvernement du Canada relativement à l'amélioration des soins de santé et de l'accès à l'eau potable pour les Autochtones vivant dans les réserves, ainsi que son soutien à la création d'emplois et de possibilités pour les Autochtones, d'autres se sont montrés plus critiques à l'égard de ce qu'ils considéraient comme des délais trop longs pour l'achèvement des projets touchant les Autochtones (par exemple, les projets d'infrastructures). Ils étaient généralement d'avis que le gouvernement fédéral devrait faire davantage pour accorder une plus grande priorité aux questions autochtones et mettre en œuvre les projets plus rapidement.

Très peu de participants connaissaient la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Après avoir obtenu quelques informations sur les principaux thèmes de cette déclaration et sur la récente législation du gouvernement du Canada visant à la mettre en œuvre, les participants se sont accordés pour dire qu'elle aurait des répercussions positives tant pour les Autochtones que pour l'ensemble de la population canadienne. Mais ils ont également manifesté leur déception quant à la lenteur des progrès à cet égard et au fait que ceux-ci résultent de la pression exercée par une organisation internationale.

Les participants étaient bien au fait des problèmes liés aux avis d'ébullition de l'eau dans les réserves. Après avoir examiné une infographie (figurant dans les Constatations détaillées) illustrant les progrès du gouvernement fédéral dans ce domaine, beaucoup se sont dits peu convaincus et ont exprimé leur mécontentement de voir que tant de communautés autochtones continuent à vivre sous le coup d'avis d'ébullition de l'eau. La frustration des participants s'est accentuée lorsqu'ils ont appris que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'il ne respecterait pas l'échéance de mars 2021 pour lever tous les avis d'ébullition de l'eau des Premières

Nations, comme prévu initialement. Même avec le financement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars annoncé, en plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis à long terme sur l'eau potable, les participants ont exprimé leur scepticisme quant à l'engagement du gouvernement fédéral. Ils s'attendaient à ce que celui-ci accorde une priorité beaucoup plus élevée à la résolution de ce problème. Ils étaient particulièrement préoccupés par le fait que les communautés autochtones n'ayant pas accès à de l'eau potable étaient encore plus vulnérables, compte tenu de la pandémie. Nombreux sont ceux qui estimaient que la question doit être abordée immédiatement, bien qu'ils s'attendent à ce qu'au moins un à quatre ans soient nécessaires pour la résoudre.

Enjeux locaux (Iqaluit)

Lors d'une discussion entre les participants d'Iqaluit sur les problèmes qui touchent leur collectivité, trois grands sujets de préoccupation sont ressortis : la pénurie de logements, la sécurité alimentaire, de même que la consommation de substances et la toxicomanie. Dans le contexte lié à ces questions primordiales, les participants ont également commenté le coût élevé de la vie à Iqaluit, le surpeuplement des logements, le chômage et le manque d'établissements en santé mentale et en réadaptation, ainsi que les barrières linguistiques pour accéder à des services de santé mentale en inuktitut.

Si les participants avaient une certaine connaissance du financement accordé par le gouvernement du Canada à la région, ils n'étaient généralement pas au courant des détails. Ils ont néanmoins félicité le gouvernement d'avoir fourni l'aide nécessaire au Nunavut par l'intermédiaire d'organisations inuites et beaucoup ont souligné les initiatives d'urgence lancées dans le contexte de la COVID-19, comme les subventions au transport, les programmes d'aide alimentaire, les paniers de nourriture et les cartes cadeaux prépayées. Dans l'ensemble, les participants appuyaient les initiatives d'urgence qui ont été mises en place.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada avait pris des mesures susceptibles d'exercer un impact négatif sur Iqaluit, les participants ont mentionné que les versements de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) pouvaient avoir exacerbé les problèmes de toxicomanie. Dans un autre ordre d'idées, ils ont également soulevé la question du financement des écoles françaises alors qu'ils estimaient qu'une plus grande place devrait être accordée à l'inuktitut dans le système d'éducation.

Lorsque la conversation a porté sur les besoins en infrastructures à Iqaluit, les participants ont à nouveau mentionné le sans-abrisme et le logement, notamment le problème du surpeuplement et les maisons contaminées par la moisissure et l'amiante. D'autres ont soulevé la question d'un espace de jeu intérieur sûr pour les enfants pendant les mois d'hiver.

Interrogés sur les préoccupations environnementales locales, les participants ont mis l'accent sur la crise climatique, la reliant aux problèmes d'insécurité alimentaire, de gestion des déchets et de recyclage. Sur ce dernier point, ils ont souligné qu'Iqaluit ne dispose pas d'un vaste programme de recyclage.

Pour conclure la discussion, nous avons présenté aux participants une liste de diverses préoccupations communautaires éventuelles et leur avons demandé de cerner celles qu'ils considéraient comme étant de toute première importance ou qui les inquiétaient le plus. Les principaux enjeux correspondaient à de nombreux sujets qui avaient été soulevés plus tôt dans la discussion (le sans-abrisme, le coût du logement, la disponibilité d'aliments de qualité à prix abordable, la consommation de substances et les surdoses). D'autres questions ont été mises en évidence dans le cadre de cet exercice, notamment la disponibilité des services de garde d'enfants, l'emploi, les transports en commun et le faible taux d'obtention du diplôme d'études secondaires. En ce qui concerne les aliments abordables, les participants ont attribué une grande partie du problème au coût élevé du transport de ces produits du point d'origine à la destination. De plus, bien que de nombreux participants aient indiqué que le programme *Nutrition Nord Canada* du gouvernement fédéral jouait un rôle important dans la subvention du coût des aliments, ils craignaient également que les distributeurs soient malhonnêtes et fassent une mauvaise gestion ou une mauvaise utilisation des subventions.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$
